

Une stratégie globale au service d'un pays en état de guerre

Préambule

Introduction

La politique des faits accomplis

Paupérisation et dépendance économique

L'aménagement du territoire :

La colonisation :

L'éclatement des installations palestiniennes (la dispersion) :

Le maintien de la population dans un état de dépendance

L'économie des moyens

La répartition des ressources :

La diplomatie

L'avantage acquis

l'ambiguïté des objectifs israéliens :

le rôle des US

La suprématie militaire

La manière forte :

La puissance nucléaire :

CONCLUSION

Une stratégie globale au service d'un pays en état de guerre

Préambule

A la fin des années 80, Israël était déchirée entre les tenants d'une politique de paix et ceux qui prônaient une politique de guerre. Ces derniers partaient du constat que depuis sa toute récente création, leur Etat n'avaient pas encore connu de paix durable, pire "qu'Israël est le seul peuple au monde à connaître la menace permanente d'une destruction totale".

Aujourd'hui encore, cet Etat est certes reconnu, intégré, sur le plan international. Mais ses voisins les plus proches, membres de la ligue arabe, ont toujours été en guerre contre lui.

Cette situation conflictuelle a engendré jusqu'en 1978 une attitude résumée en hébreu par l'expression "Ein breira" (il n'y a pas le choix). Les hostilités ont par ailleurs eu des formes d'une très grande diversité. Guerres générales avec prise de gage, frappes ponctuelles, soulèvements de populations civiles, terrorisme...

Parallèlement à ces affrontements directs, tous les rouages politiques qu'un Etat peut mettre en oeuvre sont utilisés contre la menace directe que font peser les Palestiniens sur Israël. Retenons que ces menaces peuvent aussi bien résulter de la volonté des Palestiniens d'atteindre leurs propres objectifs que de celle des nations voisines avec lesquelles ils sont liés.

Introduction

Le déroulement de l'actualité au Moyen Orient, plus précisément en Israël et dans les territoires occupés, ouvre un débat qui pouvait paraître provocateur il y a encore peu : " le vieux rêve de conquête de la Palestine est-il toujours présent en Israël ?". Pour répondre à cette question, nous verrons comment s'articule la stratégie des Israéliens laquelle, sans équivoque, est globale. Bien sûr, elle repose sur le fameux triptyque "économie - culture - armée" cher au général Poirier. Mais elle se complète en donnant une dimension majeure à la diplomatie. La diaspora et surtout l'influence juive aux Etats-Unis jouent à cet égard un rôle important.

Cette stratégie israélienne est manifestement portée par une volonté politique constante animée par une logique de refus de tout Etat palestinien.

Cette ambition a pour corollaire de rendre impossible toute émergence d'un tel Etat, surtout si celui-ci a pour vocation d'être indépendant et viable.

La mise en application de cette stratégie globale consiste pour les gouvernements israéliens à considérer les caractéristiques communes à tous les Etats. Celles-ci sont transposées à ce qui pourrait advenir en Palestine. L'objet de la stratégie israélienne est de tout mettre en oeuvre afin que ces caractéristiques ne puissent pas se développer.

Outre l'établissement de relations diplomatiques, quatre critères définissent l'existence d'un état souverain : l'existence d'un territoire déterminé dont nul autre réclame la souveraineté; la présence permanente d'une population; le contrôle effectif de ce territoire et de cette population ; la volonté et la capacité de satisfaire ses obligations envers la communauté internationale.

Afin de récuser chacun de ces critères, Israël développe une stratégie cohérente qui s'inscrit dans la durée et la détermination autour de deux thèmes principaux, la politique des faits accomplis et l'utilisation de la manière forte.

La politique des faits accomplis

Paupérisation et dépendance économique

L'aménagement du territoire :

Officiellement, Israël n'a jamais fixé ses frontières. La communauté internationale lui reconnaît en revanche un territoire. Mais l'Etat hébreu le considère comme une base de départ à étendre tant qu'aucune négociation officielle et reconnue par tous ne fixe des frontières définitives.

La colonisation :

La colonisation israélienne sur le territoire de la Palestine s'est poursuivie et même intensifiée depuis la signature des accords d'Oslo. En plus de trois ans, la population des colonies a augmenté de 45 % passant de 100 000 à 145 000 âmes. Et l'objectif des 200 000 colons, affiché par l'actuel premier ministre, conservateur, ne constitue en rien une rupture avec celui de ses prédécesseurs.

De retard en recul et d'Oslo I à Oslo II, les dirigeants israéliens semblent vouloir transformer l'Etat palestinien virtuel en bantoustan réel. En dépit des efforts menés par l'Autorité palestinienne pour maîtriser le terrorisme, chaque attentat a entraîné des représailles, des bouclages, des mesures coercitives. Ces mesures sont bien évidemment impopulaires dans les territoires occupés. Fait de plus en plus marquant elles le deviennent également au sein de la population arabe résidant en Israël. Pourtant la Palestine présente officiellement toutes les caractéristiques d'un état souverain dont le territoire est toujours en grande partie illégalement occupé (résolution 242 de l'ONU).

Démocratiquement élu et assuré du soutien d'une large partie de la communauté internationale, le pouvoir palestinien contrôle en théorie, avec ses institutions législatives (le conseil), exécutives (l'Autorité palestinienne et à sa tête, son président reçu partout avec les honneurs d'un chef d'état, ses ministères...), et juridiques (ses tribunaux), une partie du territoire où réside de surcroît la majeure partie de la population.

Son incapacité à faire régner l'ordre, dénoncée par le gouvernement israélien, est certainement à mettre à l'ordre du manque de perspective offerte dans les négociations. Autrement dit, les Palestiniens ont du mal à percevoir les dividendes de la Paix et les Israéliens refusent d'être leurs créanciers.

L'éclatement des installations palestiniennes (la dispersion) :

Les territoires palestiniens font l'objet d'une stratégie de démembrement dont la planification porte le nom pompeux de "Plan métropolitain de Jérusalem". S'il s'appliquait, ce plan, qui n'est pas encore officiellement adopté, effacerait par une répartition subtile les déséquilibres démographiques prévisibles entre les populations israéliennes et palestiniennes. En particulier il cantonnerait les Palestiniens (60% de la population) sur seulement 30 % du territoire tout en créant des réseaux de communication les empêchant d'envisager tout regroupement. Aujourd'hui déjà, les métropoles palestiniennes autour de Jérusalem se voient contraintes de se développer vers les faubourgs juifs poussant à une intégration ailleurs que sur Jérusalem-Est qui, de facto, ne devrait plus apparaître comme la capitale légitime des Palestiniens. En parallèle, des voies de communications relient la capitale aux colonies. Ces dernières se transforment en villes satellites et donnent une profondeur à l'Etat hébreu jusqu'au coeur de la Cisjordanie, territoire occupé.

Le maintien de la population dans un état de dépendance

Selon la loi israélienne en vigueur, est juif et donc peut demander la citoyenneté quiconque est né de mère juive, ou s'est converti à la religion. Pour cette dernière possibilité, les ultra-orthodoxes qui participent souvent à des coalitions gouvernementales exigent qu'elle se fasse selon leurs rites afin de démasquer toute démarche sans lendemain, afin "de ne pas faire entrer le loup dans la bergerie". Ce code qui ne laisse aucune place au droit du sol est très sévère notamment pour les milliers de réfugiés palestiniens désormais apatrides qui peuplent les camps depuis quelques décennies.

L'économie des moyens

Le FMI dans un de ses récents rapports note que le taux de chômage dans les territoires occupés augmente régulièrement pour toucher plus du tiers de la population en âge de travailler. Depuis 1993, date des premiers accords de paix, le taux de chômage serait passé de 18% à 34%.

Dans ce contexte, la circulation des biens (matières premières ou produits manufacturés) ainsi que des personnes (travailleurs et plus particulièrement transfrontaliers) est ralentie par toutes sortes de barrages douaniers, dus au couvre-feu ou tout simplement liés au manque d'infrastructure et d'investissement.

La répartition des ressources :

L'eau, les transports et l'énergie sont les trois axes pour lesquels tous les spécialistes et observateurs extérieurs reconnaissent qu'il faut une politique régionale. Le fait est qu'Israël applique à chacun de ces axes une politique visant à isoler et, en conséquence à affaiblir les Palestiniens.

Aujourd'hui, l'essentiel des ressources en terres arables et en eau est sous contrôle et sous administration israélienne. Ainsi le réservoir Yakon-Taninim situé en Cisjordanie couvre plus du quart de la consommation en eau d'Israël. Plus au Nord, le plateau du Golan fait lui aussi office de château d'eau.

Sur le plan du transport, les ruptures et les détournements de trafic sont la règle. Des installations mises en commun permettraient à l'évidence de mieux tirer parti du potentiel économique régional. Pourtant cette voie vertueuse a été écartée en faisant par exemple miroiter aux Palestiniens la construction d'un aéroport sur leur territoire. Outre le fait que cette construction n'est plus à l'ordre du jour, la concurrence des installations israéliennes rend ce projet utopique en l'état.

La diplomatie

L'avantage acquis

Israël tire profit des avantages que lui confère son statut d'Etat reconnu sur la scène internationale. Par exemple, son existence au sein de l'ONU est indiscutable. Cela lui donne une tribune dont les Palestiniens en mal de reconnaissance ne peuvent pas jouir. Pourtant, de façon paradoxale c'est sur le terrain international que les Palestiniens devraient être forts. Le droit semble plaider à leur égard. 124 pays dont deux membres permanents du conseil de sécurité ont déjà reconnu leur Etat et deux autres membres permanents ont fait des déclarations montrant qu'ils ne lui étaient pas hostiles.

Dans ce contexte, Israël a tout intérêt à se cantonner au domaine des relations internationales bilatérales notamment avec les Etats-Unis tout en développant en politique intérieure un rapport de force militaire favorable.

L'ambiguïté des objectifs israéliens :

Les négociations proposées par Washington n'ont de chances d'aboutir que si elles se fondent sur les trois constats fondamentaux suivants : les territoires occupés le sont illégalement du point de vue du droit international, les colonies sont illégales, un Etat palestinien est nécessaire à côté d'Israël pour la sécurité de tous. Si l'on note que l'initiative, n'étant pas prise du côté d'Israël, elle pourrait appartenir à M. Arafat. Par exemple, celui-ci pourrait proclamer l'avènement de l'Etat de Palestine

avant de demander aux Nations Unies le passage du statut d'observateur à celui de membre.

Or, cette éventualité fait l'objet d'un blocage puisque le risque du moindre dérapage justifie immédiatement une reprise en main par l'armée israélienne et inhibe donc la volonté de Yasser Arafat.

le rôle des US

Le 16 Juillet 1997, seuls Israël, les Etats Unis et ... la Micronésie ont voté contre une résolution des Nations Unies condamnant la construction d'une colonie juive. Ce fait, anecdotique en apparence, est pourtant éloquent.

Les Etats-Unis endossent une grande part de responsabilité de la politique menée au Proche Orient. Les lobbies pro-israéliens semblent avoir une telle influence que leur voix, et par leur biais, celle du gouvernement en place à Jérusalem, est bien entendue. Ainsi, c'est la sécurité des Israéliens qui importe pour les Américains. Les conditions de vie des populations arabes comptent peu, même lorsque l'émeute point.

Certains font remarquer que les intérêts américains ne sont pas calqués sur ceux des Israéliens. Ainsi lors du sommet sur le terrorisme tenu à Charm-al-Cheik en mars 1996, toutes les parties en présence se sont tendu la main autour du "primes inter pares", en l'occurrence le Président des Etats-Unis en exercice, William Clinton. Cependant force est de constater que les intérêts israéliens étaient dans ce cas couverts par ceux des américains.

Les Israéliens ont beau s'entendre dire que l'avenir de leur pays exige une paix durable fondée sur un rapport de confiance avec un Etat palestinien, que les négociations pour relancer le processus de paix et de stabilité doivent se fonder sur les principes intangibles des accords déjà entérinés, que la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est sont des territoires occupés que les colonies sont illégales etc., etc., leur politique du fait accompli plutôt que de la main tendue prévaut.

Le rôle de l'armée israélienne joue en effet un rôle prépondérant dans la stratégie globale de l'Etat face au problème palestinien.

La suprématie militaire

La manière forte :

Les Israéliens sont parfaitement conscients que leur pays n'est qu'un mince ruban urbain allant de Haïfa à Jérusalem en passant par Tel-Aviv. Et ils constatent que lorsque ils s'interdisent de maintenir eux-mêmes la sécurité en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, ils sont la cible d'attentats qui les frappent au coeur de leurs cités. Face à cette menace directe, les hautes autorités n'hésitent pas à parler de véritable

situation de guerre. En effet sous la menace diffuse et difficilement contrôlable du terrorisme se cachent des ennemis puissants et clairement identifiés contre lesquels les Israéliens développent toute une panoplie de contre-mesures. L'éventail s'étend de la capacité nucléaire à des services secrets réputés parmi les plus efficaces, même si les médias les épinglent régulièrement.

La stratégie générale appliquée à ces moyens consiste à toujours placer les décideurs en position de force. C'est cette ligne de conduite qui a par exemple amené les israéliens à mener de vastes offensives militaires, lesquelles ont été plus que de simples démonstrations de forces.

Ainsi, trois opérations d'envergure ont été menées dans les territoires limitrophes d'Israël en 1978, 1982 et 1996 (respectivement lors de l'opération du Litani, "Paix en Galilée" puis "Raisons de la colère").

La puissance nucléaire :

La décision politique de bâtir un potentiel nucléaire stratégique a été prise très tôt, en même temps que s'imposait l'idée d'un état juif. Cependant, placés très rapidement sous tutelle ou plus précisément sous surveillance américaine, les israéliens ont développé dans leur stratégie nucléaire le concept de l'ambiguïté. Officiellement, ils ne possèdent pas d'armement nucléaire, mais le simple fait que le doute subsiste accrédite l'idée selon laquelle ils en posséderaient. Ce concept n'interférant pas avec les intérêts américains, ceux-ci ont participé à une collaboration, notamment par le biais de transfert de technologies.

Par ailleurs il est très vite paru évidemment qu'Israël ne pouvait se servir de son armement nucléaire que dans un but de dissuasion avec un concept de non-emploi. En effet, sur le plan de la politique internationale, l'emploi d'une arme nucléaire de théâtre ne peut pas être envisagée pour les raisons vues plus haut mais également pour des raisons militaires. Par ailleurs, dans l'éventualité d'une rétorsion, l'exiguïté du territoire rend facile sa destruction totale, même par des moyens conventionnels.

La volonté d'Israël de posséder l'arme nucléaire est éminemment stratégique puisqu'elle lui confère un statut qui est crédible même si l'ambiguïté subsiste.

Cependant, ce statut par défaut est dangereux. S'il garantit une suprématie dans l'instant présent notamment face aux puissances étrangères qui voudraient s'immiscer de trop près dans les affaires de l'Etat d'Israël, il n'en constitue pas moins une source de jalousie et partant d'escalade dans l'armement. Et la signature du TNP (Traité de Non Prolifération des armements nucléaires) par les pays du Moyen Orient en 1995 à l'exception d'Israël ne doit pas être un leurre. L'actualité irakienne démontre que la mise sur pied d'un potentiel d'armes de destruction massive peut se faire dans des conditions de rapidité et de discrétion étonnantes.

CONCLUSION

L'échec des accords d'Oslo semble discréditer l'idée même de paix durable au Moyen Orient. Depuis 1993, les Israéliens connaissent plus de morts que durant l'Intifada. La fatalité de l'affrontement se dessine-t-elle petit à petit comme la seule issue? On sait ce que cette logique a coûté depuis plus de 50 ans dans cette région.

A partir de 1977, de Menahem Begin à Ytzak Shamir, tous les grands serviteurs de l'Etat israélien ont travaillé pour la Paix. Leur objectif semble clair et déterminé. Ils veulent sortir Israël de la spirale infernale de l'état de guerre permanent. Pourtant, n'en déplaise aux pacifistes la réalité de la situation a fixé la ligne de conduite : faire la paix avec des ennemis ... vaincus!

C'est par sa force qu'Israël semble trouver sa place au Moyen Orient et surtout s'assure un avenir.

C'est aussi pour ne pas perdre son âme qu'Israël refuse de s'enfermer dans la logique d'un processus irréversible.

Ne pas se trouver lié par les faits (liberté de manoeuvre), maintenir son potentiel humain et technique au plus niveau pour la maîtrise des négociations (économie des moyens), et appliquer constamment son effort sur l'ennemi (concentration des forces) semblent être les trois axes d'effort de la politique israélienne en Palestine. Elle a toutes les caractéristiques d'une stratégie.